L'ABEILLE.

PUBLIÉE TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON.

IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 20 NOVEMBRE 1833.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

POUR MAIRE:

JOHN H. HOLLAND.

POUR LE CONGRES:

1er district—CHARLES GAYARRE.

2d district—JAMES M. BRADFORD.

Extrait d'un acte de la Législature du 14 mars 1806.

"Art. 5. *Et il est de plus décrété* que le maire et le recorder seront choisis parmi les citoyens CHEFS DE FAMILLE résidant dans la ville susdite à l'époque de leur élection, et qui ont toutes les *qualités requises* par les lois existantes"

Concitoyens, si la loi veut cette condition pour occuper la place de maire, jugez si le respect pour les mœurs n'exige pas encore plus impérieusement qu'on la trouve dans le candidat à la place de gouverneur de l'Etat.

Observateurs des lois et des mœurs.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 19 novembre.

C'est avec une vive satisfaction que nous annonçons que l'article que nous avons publié hier, concernant l'incendie du bateau à vapeur CASPIAN est une erreur du "Phœnix," de St. Francisville, journal auquel nous l'avons emprunté. Quelques informations que nous avons prises à ce sujet, nous confirment que ce bateau est parti d'ici jeudi dernier—que par conséquent il n'a pu être brûlé le 2 de ce mois à l'embouchure de la Rivière Rouge.

Ayant assisté comme juge du 3me. district, à la dernière élection d'un Recorder, j'ai été témoin des manœuvres employées par la cabale, et ce n'est pas sans un grand étonnement que j'ai vu des abus auxquels on ne pouvait pas s'opposer, par la négligence bien coupable du Conseil de Ville, je parle ici sans partialité; mais pour que l'élection soit faite dans les formes voulues par la loi, chaque district doit être muni d'un tableau indiquant les noms de tous les citoyens qui jouissent, et qui ont les qualités requises pour voter dans leur district respectif. Par ce moyen on éviterait la fraude et on serait sûr que la personne proposée, serait élue par la majorité des citoyens qui ont vraiment le droit de voter. Ib.

UN REPUBLICAIN EN FRANCE.

S'il faut en croire les partisans du juste milieu, un républicain est un "très jeune homme coiffé du boussingot, fesant sa cour à la tabagie, qu'on rencontre par fois au Luxembourg avec le cigarre obligé, cravatte à la Robespierre, gilet à la Marrast &c &c, quand au moral oh! . . . il y a de quoi frémir! . . . le républicain fait ses délices de la guillotine, il vante sans cesse la douceur de Robespierre l'aménité de St. Just, la clémence de Fouquier Tainville, baigne ses pieds dans le sang sculpte après l'heureux temps où il pourra engloutir dans son vaste estomac deux ou trois petits enfans à son déjeuner et mille autres absurdités que les boutiquiers de Paris répètent avec la bonne foi qui caractérise les badauds de la ville la plus badaude de France.

Mais depuis long temps les gens sensés ont fait raison de ces plaisanteries du Figaro le roué barbier en vendant sa lancette démontrée au pouvoir n'est vu chassé de l'asyle des gens de bien et ceux-là fort heureusement sont encore en majorité.

Avant de prendre l'initiative dans cette importante question voyons ce qui put donner naissance au parti républicain, après les journées de juillet.

Un roi, CHARLES X, qui se flattait de ne tenir le sceptre que du droit divin, qui malgré vingt cinq ans de genuflexions dans les cours étrangères et l'exemple de l'infortuné Louis XVI n'avait pas hésité à placer l'autel sur le trône au mépris d'une charte librement octroyée, venait malgré le protectorat de la très sainte alliance d'être chassé par les prolétaires français de la demeure de ses ancêtres.

Après la victoire, ce peuple si grand, si magnanime, sentit le besoin de manifester sa reconnaissance; il fit sortir de ses rangs les jeunes hommes qui l'avaient guidé au feu avec tant d'intrépidité et remit entre leurs mains ses destinées. Cette jeunesse si lâchement calomniée depuis, fut proclamée alors par les courtisans d'aujourd'hui la libératrice de la France, lu tenant la même langage qu'un peuple, avec des formes plus chevaleresques, les 220 remit à peine de leur frayeur lui dirent: Français, vous avez vaincu, soudons grace aux dieux, mais jamais à notre vieille expérience le soin de créer des lois en harmonie avec les besoins de tous, et votre valeur d'accord avec notre prudence sauvera une seconde fois la patrie . . . . . Marchons l'. . . . . au Rhin! . . . s'écrièrent-ils avec l'enthousiasme que donne la victoire, il n'est pas encore tems répondirent leurs prudens conseillers, laissez nous huit jours et la garde nationale sera organisée—mais nos pères en sabots ont bien su au premier chant du coq républicain vaincre quatorze armées; de grâce attendez un peu et laissez-nous faire; ne sommes-nous pas les mandataires de la nation.

Les jeunes héros confians comme on l'est à leur âge, retournèrent à leurs études et alors on vit sortir comme par enchantement cette foule de doctrinaires, lèpre honteuse qui devait plus tard voiler aux yeux de l'étranger les brillantes couleurs du drapeau de fleurus par une nuée de protocoles.

Alors on vit aussi la garde nationale se lever spontanément car les uniformes étaient rares au jou du combat, si l'on en excepte la brave école Polytechnique au milieu du peuple. Qu'il était beau de voir l'honnête boutiquier devenu martial, tirer de sa vieille armoire l'habit encore plein de la poussière dont il avait été couvert à cette revue de Charles X, où quelques uns s'étaient senti le courage de crier: à bas les ministres! Ceux-là stimulant les arriérés, couchant, fraternisant avec le peuple, donnaient l'essor, tandis que les législateurs improvisé délibéraient à huis clos sur le choix d'un nouveau maître.

Oh! Lafayette un poète a dit:

Lamitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

Combien de fois ton noble cœur a du gémir du présent que ton aveugle amitié a fait à la France! . . . . il fallait, disaient tes collègues, une main ferme pour diriger le vaisseau de l'état, le nom d'ORLEANS fut prononcé. En effet quelle garantie n'offrait-il pas au peuple? père de famille, ses fils si chers avaient reçu leur instruction dans les écoles publiques. Un homme de lettres était-il injustement poursuivi, il trouvait dans Philippe un appui; les artistes lui consacraient leurs pinceaux &c. tu ne t'apperçus pas que quinze ans de dissimulation offraient aux hommes fatigués de porter un joug, les garanties nécessaires à ce qu'ils appelaient la prospérité nationale.

On sent le vétéran de la liberté, et Philippe fut nommé Lieutenant général; puis Roi; car il avait entonné de toute la force de ses poumons: *allons enfans de la patrie*, jetant au milieu des flots de peuple émerveillés dont une chaine l'entourait depuis le palais royal jusques à l'hôtel de ville, les noms de *Jemmapes* et de *Valmy*, étouffant d'une voix de stentor celle du républicain austère qui déjà murmurait *Dumouriez*, tendant la main aux vainqueurs en guenilles, en leur disant: *mes amis, mes chers amis mes bons camarades la charte sera désormais une vérité*. Prince, gardez-vous de l'oublier, lui dit le général Dubourg, car ces canons (montrant ceux de PERRET (de Vilo) vous en feraient ressouvenir. Le prince promit de la main en faisant une assez piteuse grimace, et le lendemain le général fut disgracié, la doctrine ayant trouvé le prétendu fort mauvais ton.

Cependant on comprit bientôt il fallait être populaire à tout prix, on tribuna pour ou contre de désarmer ces bons prétoriens, on les fit quereller pour vendre pour vivre les armes teintes encore du sang de leurs oppresseurs, pour en apaiser quelques uns, on les affubla d'un habit de gendarme métamorphosés en habit national que la faim leur fit vendre. Plus tard un choix fut fait parmi les plus enragés (c'est le mot poli dont nous nous servons) pour garder la nouvelle royauté qui déjà entonnés de chanter la marseillaise à ses balcons, trouva le moyen de lui substituer cette parisienne *atrocieuse* ou du moins les mots en avant marchons placés là comme pour faire taire les susceptibilités républicaines permettaient d'exalter le soldat du drapeau tricolore et de remplacer le mot de réalité, dont on commençait à sentir l'inconvenance, par ceux beaucoup plus rassurans d'ordre public.

Liberté! s'écriait la jeunesse prévoyante; ordre public se hâtaient d'ajouter les partisans de la quasi-légitimité, et bientôt toute voix tumultueuse étouffée par cet élan national qui eut suffi pour replacer la France au rang d'où la trahison l'avait faite descendre.

Les huits jours écoulés; une revue de plus de 60,000 gardes nationaux ayant répondu avec enthousiasme à l'appel, prouvèrent ce que peut faire un peuple quand il veut être libre.

Encore un peu de prudence, disait-on, le héros de Jemmapes, le vainqueur de Valmy guidera vos pas, Lafayette l'a promis et Lafayette ne saurait mentir! et la royauté citoyenne entourant devant tous l'ami de Washington, lui remettant son chapeau, fit taire les murmures, on attendit encore; puis l'autocratie du prolétaire qui gardait toujours le pillage, incendie caserne Babylone tuant le garde municipal dont les fonctions devenues plus tard répugnantes pour son noble cœur le firent remettre son uniforme devenus désarmé, et le rejetèrent plus tard au milieu des horreurs de la faim sur la place publique.

Depuis, marchand de parjures en parjures, roulant devant des assemblées primaires et osant se dire fête de la nation une vieille royauté citoyenne sourire aux émeutes enfantées par la peur, police, dédaignant les conseils des Dupont-de-l'Eure, Lafayette, laissant dans le malheur le capitaliste qu'elle avait mis, pour protéger sa cause, transigeant honteusement avec les Vendéens, poursuivant au nom de l'article 291 que patriotes de Juillet, en outre une foule de M. Arago, membre de l'Institut de France, député du département des Pyrénées-Orientales, dans lequel le ministère public crut reconnaître le triple délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi, de provocation non suivie d'effet à la désobéissance aux lois et à la rebellion. En conséquence, les numéros furent saisis.

Aujourd'hui, cependant, MM. Paulin et Lionne comparaissaient comme prévenus seulement de provocation non suivie d'effet à la rebellion et à la désobéissance aux lois, la chambre des mises en accusation ayant écarté le chef relatif à l'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi.

M. l'avocat général commence son réquisitoire en ces termes:

Messieurs, une question qui n'est pas nouvelle, mais à l'occasion de laquelle les passions politiques avaient cru trouver un aliment pour des discussions passionnées, était celle de savoir si Paris serait fortifié, et de quelle manière il devrait l'être. Placée d'abord implicitement dans une loi de finances, où l'on demandait une allocation de fonds, elle ne pouvait recevoir la qu'une solution indirecte; la chambre des députés ayant décidé qu'une mesure aussi grave avait besoin d'une loi spéciale, la discussion fut ajournée à la session suivante.

La question restait donc en suspens; elle est encore en ce moment: il n'y a rien là-dessus de jugé, et la représentation nationale doit la résoudre en dernier ressort.

Que devaient faire, en pareilles circonstances, les hommes qui comprennent les conditions du gouvernement représentatif? Ils devaient attendre dans un grand calme cette solution importante, et ils le pouvaient d'autant mieux qu'elle ne pouvait être pour eux l'objet raisonnable d'aucune crainte sérieuse. En effet, cette solution ne dépend pas d'un homme, quel qu'il soit, elle dépend du pays, représenté par les mandataires qu'il s'est lui-même volontairement choisis.

En attendant, on a le droit d'éclairer la question par les lumières que les hommes de la science peuvent apporter; les hommes de guerre, ceux qui ont fait de ces questions l'objet constant de leurs études, ont le droit d'exprimer leur opinion avec cette réserve que la science donne toujours. Voilà qui est constitutionnel et rentre dans les conditions et les limites imposées par le gouvernement dont nous jouissons.

Mais il est une chose qui ne l'est pas, c'est là que doivent commencer les réquisitions du ministère public et les répressions judiciaires; c'est de considérer d'avance la chose comme révolue, et d'organiser dès à présent par des résistances brutale et violente contre ces résolutions qui seraient définitivement prises.

Voilà qu'est le délit; car on substitue à la discussion légale, les menaces d'agressions populaires intervenir les lois du pays.

Mais ensuite que les principes sont posés, examinons en eux-mêmes les articles incriminés; et à cet égard, nous n'aurons point à distinguer dans nos réquisitions le *National* de la *Tribune*, puisque les quatre adresses ont été insérées identiquement dans les deux journaux.

Ici, M. l'avocat-général entre dans la discussion des adresses incriminées, en accompagnant de ses commentaires les phrases qui lui paraissent mériter les sévérités de la justice.

Nous en reproduisons le texte en entier.

Adresse des patriotes de Saone-et-Loire aux Parisiens.

"Citoyens!

"Vous avez combattu en juillet 1830 un roi parjure; vous l'avez vaincu!

"La France fut fière de votre triomphe, d'autant plus fécond en grands résultats qu'il était pur de tout excès: c'était une révolution. La liberté releva sa tête, long-temps courbée sous le joug de l'empire, et miraculeusement échappés à la ligue impie des rois.

"La souveraineté nationale fut proclamée; cependant un trône nouveau s'élevait bientôt sur les ruines du trône abattu; un roi, qui se dit citoyen, vint s'asseoir à la place de ses aînés fuyant en exil; il invoquait la liberté; il règne, ce *Bourbon*!

"Avons-nous été trop confians? Nous sommes-nous trompés en conservant cette magistrature suprême? se jouera-t-elle du plus sacré des serments? L'avenir nous le dira bientôt.

"Mais ce que le passé nous apprend déjà, c'est que le gouvernement responsable du roi s'est écarté de la ligne des devoirs que lui imposaient les principes de juillet.

"Il a mis l'intérêt dynastique à la place de l'intérêt national; au lieu de diriger l'alliance des peuples, il s'est honteusement traîné à la suite de l'alliance des rois; loin de favoriser l'essor bienfaisant de la liberté, il a manifesté sans cesse l'intention secrète de l'étouffer; il a livré l'égalité à la merci de l'aristocratie; flatteur des légitimistes, il repousse les hommes dévoués au peuple; il transige avec les chouans et persécute les patriotes; il a violé la constitution en établissant l'état de siége et les commissions militaires; il menace la presse, base de liberté, en cherchant à l'anéantir dans le poids des condamnations et des amendes; il viole les lois et s'en glorifie, en renvoyant sans la juger, une femme qui organisa la guerre civile, tandis que des jeunes gens vont au Mont Saint-Michel expier leur ardent amour de la patrie!

"Les diverses nuances d'opinions peuvent différer, peut-être sur l'interprétation morale de quelques-uns de ces faits: les prestiges du pouvoir ou la peur des bouleversemens politiques peuvent aveugler des hommes estimables! Mais un dernier fait, qui résume tous les autres, ne permet plus de douter à personne de notre foi.

"Dans son délire, le ministère a demandé aux millions de la France pour construire des *bastilles* autour de Paris, sous le prétexte de la fortifier.

"Dix-sept forts, groupés autour de la capitale, pourront à chaque instant la foudroyer et balayer ses rues! Dix-sept forts gardant ses avenues pourront l'affamer à volonté! Dix-sept forts donneront asile à tous les crimes d'un gouvernement qui voudrait usurper les droits de la nation!

"Tel est le mode de fortification pour lequel on a osé demander le prix des sueurs du peuple, en le fesant contribuer à son propre asservissement.

"Si ce projet liberticide n'est point un rêve, si l'empressement à commencer des travaux pour lesquels la chambre même a refusé d'allouer des fonds, prouve la réalité de la prévision nationale, et de l'espoir dont il se berce, c'est à la France à s'élever contre cet inique projet: nous venons de protester pour notre part. Que Paris soit fortifié contre l'étranger, cela doit être; mais qu'il soit *embastillé*, jamais!

"Parisiens, votre ville est la capitale de la civilisation; Paris menacé, toutes les destinées de la France sont en péril. La construction précipitée des forts est un premier pas vers un avenir de tyrannie; on ne fait point ce pas pour reculer; c'est un commencement de violation de la constitution qui *est confiée au courage des citoyens*.

"La garde de la grande cité vous appartient; vainqueurs de juillet, vous êtes garans de la liberté comme de l'ordre public: vous ne souffrirez pas que l'on y porte atteinte; vous enfermer entre des canons, c'est accepter à votre liberté, à celle de tous, c'est violer l'ordre public, dont vous devez compte à la France; vous protesterez avec nous.

"Et si le gouvernement, entraîné à sa perte, persistait dans son sinistre projet, *il ne lui resterait plus qu'à remplir* LE PLUS SAINT DES DEVOIRS, en criant AUX ARMES! Les départemens se précipiteraient à votre appel, et nous serions au premier rang.

C'est surtout dans cette dernière phrase que M. l'avocat général signale la provocation à la rebellion:

Ici, Messieurs, la provocation est flagrante et telle qu'on ne peut en méconnaître les caractères; on pourra bien dire qu'il ne s'agit que d'une supposition, et que les menaces dont on se sert ne devraient être réalisées que dans un cas livré aux chances de l'avenir. Voilà l'objection qu'on pourra vous faire dans l'intérêt de la défense, et que nous avons voulu vous présenter nous-mêmes.

Cette hypothèse prévue dans l'adresse de la construction des forts détachés, peut très bien se réaliser sans qu'on ait pour cela le droit de courir aux armes. Le gouvernement, c'est-à-dire le ministère, peut, à ses risques et périls, persister dans la voie qu'il a suivie; les chambres peuvent adopter son système, les forts détachés peuvent être élevés, sans que pour cela la rebellion soit excusable; car personne ne serait sorti des limites constitutionnelles. [Mouvement]

M. l'avocat-général soutient sur ce chef la prévention avec énergie; il voit un très grand danger dans cet appel aux masses, qui ne tendrait rien moins qu'à anéantir l'action orageuse d'une démocratie pure à l'action régulière du gouvernement représentatif.

(A continuer.)

NOUVELLES D'EUROPE DE HUIT JOURS PLUS RECENTES.

NEW-YORK, 5 novembre.

Par le navire packet le *Samson*, capitaine Chadwick, nous avons reçu des gazettes de Londres jusqu'au 30 septembre au soir.

Les derniers avis reçus de Lisbonne, ne donnent aucune nouvelle importante.

L'un des correspondants du *Morning-Herald*, nous a fourni quelques détails relatifs à un incendie terrible qui a eu lieu à Constantinople, les 29 et 30 août dernier.

Un autre correspondant, sous la date de Madrid, le 19 septembre, dit que le choléra morbus a appara à Mérida, ville située à six ou sept lieues de Badajoz, et qu'on avait même observé quelques cas de cette terrible maladie à Coria, dans le voisinage de la capitale de l'Estramadure.

LONDRES, 30 septembre.

C'est avec regret que nous annonçons que le choléra-morbus a reparu à Paris. Dans l'espace de quarante huit heures, du 29 au 31 de ce mois inclusivement, on a remarqué dix-huit cas à l'Hôtel-Dieu, dont sept ont emporté leurs victimes, dans peu d'heures: ce qu'il y a d'étonnant c'est que cette quantité de personnes atteintes, en si peu de temps, dans ce lieu, est égale au nombre de celles qui en furent frappées pendant les deux derniers jours de l'affreuse épidémie de l'année dernière.

☞Nous croyons cette nouvelle fausse, attendu que les journaux de Paris du 30 septembre et du 1er. octobre apportés directement par le Salem, n'en disent pas un mot.

Par l'*Estafette du Rhin*, du 1er. octobre, nous trouvons, que: par des lettres de Vienne du 19 septembre, on annonce que l'empereur Nicolas est parti de *Munchen Gratz*, pour Modlin où il doit y avoir une grande revue. On l'attend à St.-Pétersbourg vers le milieu d'octobre. Avant de quitter Munchen Gratz, sa majesté czarienne, a gratifié de décorations militaires, nombre de personnes; et on assure qu'il s'est rendu propriétaire d'un régiment de hussards autrichiens.

PORTO, 18 septembre.

Les forces militaires qui restent dans notre ville se composent de deux mille soldats portugais, appartenant à trois différents régimens, de plus quatre cents Ecossais et trois cents hommes de la brigade anglaise. L'énorme pièce d'artillerie appelée la *Jument* Pauio a été élevée en manière de trophée sur la place de don Pedro, nommé antérieurement *Place Nova*.—Par la même occasion, je vous informe que l'on a construit des retranchemens tout autour de Villa Nova, qui sont défendus par les forces de don Pedro, afin de prévenir toute surprise sur notre ville.

Plusieurs de nos abonnés nous ayant fait la demande de rapporter le procès du NATIONAL, journal publié à Paris; nous nous empressons de les satisfaire. Nous leur offrons aujourd'hui le commencement de cette affaire qui présente le plus grand intérêt. Dans nos deux prochains numéros, nous donnerons le savant plaidoyer de Mr. Benoist, avocat du National et la suite des lettres pleines d'énergie qui ont été adressées de plusieurs départements pour s'opposer à l'achèvement des quatorze forts détachés que le gouvernement voulait faire construire.

AUDIENCE DU 20 SEPTEMBRE.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

PRESIDENCE DE M. SYLVESTRE.

Procès du National *et de la* Tribune.—*Affaire des forts détachés.*

L'audience, qui s'est ouverte à dix heures, devait être consacrée à deux affaires de peu d'importance, qui ont été remises à une autre session, à cause de l'absence de deux jurés; la cour lève la séance, et déclare que la cause du *National* et de la *Tribune* ne sera appelée qu'à une heure, et que les noms de deux jurés supplémentaires seront mis dans l'urne.

A une heure, en effet, on procède au tirage du jury auquel doit être soumise la connaissance du délit de la presse imputé aux deux journaux. Le ministère public a récusé l'honorable M. Arago, membre de la chambre des députés, et deux autres jurés.

Le cour entre en séance. M. Pataricu-Lafosse, avocat-général, occupe le fauteuil du ministère public; M. Paulin, gérant du *National*, est assis auprès de Me Benoist, son défenseur; M. Lionne, gérant de la *Tribune*, est assisté de Me Bonnet.

Après les questions d'usage adressées aux deux prévenus, le greffier donne lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation.

On se rappelle qu'en apprenant l'obstination avec laquelle le ministère voulait, malgré les chambres, continuer les forts détachés, les habitans des provinces s'émurent, et envoyèrent aux Parisiens des adresses, dans lesquelles étaient exprimés avec énergie leurs sentimens d'indépendance et de patriotisme.

Le *National*, dans son numéro, du 16 juillet, et la *Tribune*, dans celui du 17 juillet, contenaient des adresses des patriotes de Tulle, en outre une lettre de M. Arago, membre de l'Institut de France, député du département des Pyrénées-Orientales, dans laquelle le ministère public crut reconnaître le triple délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi, de provocation non suivie d'effet à la désobéissance aux lois et à la rebellion. En conséquence, les numéros furent saisis.

Aujourd'hui, cependant, MM. Paulin et Lionne comparaissaient comme prévenus seulement de provocation non suivie d'effet à la rebellion et à la désobéissance aux lois, la chambre des mises en accusation ayant écarté le chef relatif à l'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi.

M. l'avocat-général commence son réquisitoire en ces termes:

Messieurs, une question qui n'est pas nouvelle, mais à l'occasion de laquelle les passions politiques avaient cru trouver un aliment pour des discussions passionnées, était celle de savoir si Paris serait fortifié, et de quelle manière il devrait l'être. Placée d'abord implicitement dans une loi de finances, où l'on demandait une allocation de fonds, elle ne pouvait recevoir là qu'une solution indirecte; la chambre des députés ayant décidé qu'une mesure aussi grave avait besoin d'une loi spéciale, la discussion fut ajournée à la session suivante.

La question restait donc en suspens; elle est encore en ce moment: il n'y a rien là-dessus de jugé, et la représentation nationale doit la résoudre en dernier ressort.

Que devaient faire, en pareilles circonstances, les hommes qui comprennent les conditions du gouvernement représentatif? Ils devaient attendre dans un grand calme cette solution importante, et ils le pouvaient d'autant mieux qu'elle ne pouvait être pour eux l'objet raisonnable d'aucune crainte sérieuse. En effet, cette solution ne dépend pas d'un homme, quel qu'il soit, elle dépend du pays, représenté par les mandataires qu'il s'est lui-même volontairement choisis.

En attendant, on a le droit d'éclairer la question par les lumières que les hommes de la science peuvent apporter; les hommes de guerre, ceux qui ont fait de ces questions l'objet constant de leurs études, ont le droit d'exprimer leur opinion avec cette réserve que la science donne toujours. Voilà qui est constitutionnel et rentre dans les conditions et les limites imposées par le gouvernement dont nous jouissons.

Mais il est une chose qui ne l'est pas, c'est là que doivent commencer les réquisitions du ministère public et les répressions judiciaires; c'est de considérer d'avance la chose comme révolue, et d'organiser dès à présent par des résistances brutale et violente contre ces résolutions qui seraient définitivement prises.

Voilà qu'est le délit; car on substitue à la discussion légale, les menaces d'agressions populaires intervenir les lois du pays.

Mais ensuite que les principes sont posés, examinons en eux-mêmes les articles incriminés; et à cet égard, nous n'aurons point à distinguer dans nos réquisitions le *National* de la *Tribune*, puisque les quatre adresses ont été insérées identiquement dans les deux journaux.

Ici, M. l'avocat-général entre dans la discussion des adresses incriminées, en accompagnant de ses commentaires les phrases qui lui paraissent mériter les sévérités de la justice.

Nous en reproduisons le texte en entier.

Adresse des patriotes de Saone-et-Loire aux Parisiens.

"Citoyens!

"Vous avez combattu en juillet 1830 un roi parjure; vous l'avez vaincu!

"La France fut fière de votre triomphe, d'autant plus fécond en grands résultats qu'il était pur de tout excès: c'était une révolution. La liberté releva sa tête, long-temps courbée sous le joug de l'empire, et miraculeusement échappés à la ligue impie des rois.

"La souveraineté nationale fut proclamée; cependant un trône nouveau s'élevait bientôt sur les ruines du trône abattu; un roi, qui se dit citoyen, vint s'asseoir à la place de ses aînés fuyant en exil; il invoquait la liberté; il règne, ce *Bourbon*!

"Avons-nous été trop confians? Nous sommes-nous trompés en conservant cette magistrature suprême? se jouera-t-elle du plus sacré des serments? L'avenir nous le dira bientôt.

"Mais ce que le passé nous apprend déjà, c'est que le gouvernement responsable du roi s'est écarté de la ligne des devoirs que lui imposaient les principes de juillet.

"Il a mis l'intérêt dynastique à la place de l'intérêt national; au lieu de diriger l'alliance des peuples, il s'est honteusement traîné à la suite de l'alliance des rois; loin de favoriser l'essor bienfaisant de la liberté, il a manifesté sans cesse l'intention secrète de l'étouffer; il a livré l'égalité à la merci de l'aristocratie; flatteur des légitimistes, il repousse les hommes dévoués au peuple; il transige avec les chouans et persécute les patriotes; il a violé la constitution en établissant l'état de siége et les commissions militaires; il menace la presse, base de liberté, en cherchant à l'anéantir dans le poids des condamnations et des amendes; il viole les lois et s'en glorifie, en renvoyant sans la juger, une femme qui organisa la guerre civile, tandis que des jeunes gens vont au Mont Saint-Michel expier leur ardent amour de la patrie!

"Les diverses nuances d'opinions peuvent différer, peut-être sur l'interprétation morale de quelques-uns de ces faits: les prestiges du pouvoir ou la peur des bouleversemens politiques peuvent aveugler des hommes estimables! Mais un dernier fait, qui résume tous les autres, ne permet plus de douter à personne de notre foi.

"Dans son délire, le ministère a demandé aux millions de la France pour construire des *bastilles* autour de Paris, sous le prétexte de la fortifier.

"Dix-sept forts, groupés autour de la capitale, pourront à chaque instant la foudroyer et balayer ses rues! Dix-sept forts gardant ses avenues pourront l'affamer à volonté! Dix-sept forts donneront asile à tous les crimes d'un gouvernement qui voudrait usurper les droits de la nation!

"Tel est le mode de fortification pour lequel on a osé demander le prix des sueurs du peuple, en le fesant contribuer à son propre asservissement.

"Si ce projet liberticide n'est point un rêve, si l'empressement à commencer des travaux pour lesquels la chambre même a refusé d'allouer des fonds, prouve la réalité de la prévision nationale, et de l'espoir dont il se berce, c'est à la France à s'élever contre cet inique projet: nous venons de protester pour notre part. Que Paris soit fortifié contre l'étranger, cela doit être; mais qu'il soit *embastillé*, jamais!

"Parisiens, votre ville est la capitale de la civilisation; Paris menacé, toutes les destinées de la France sont en péril. La construction précipitée des forts est un premier pas vers un avenir de tyrannie; on ne fait point ce pas pour reculer; c'est un commencement de violation de la constitution qui *est confiée au courage des citoyens*.

"La garde de la grande cité vous appartient; vainqueurs de juillet, vous êtes garans de la liberté comme de l'ordre public: vous ne souffrirez pas que l'on y porte atteinte; vous enfermer entre des canons, c'est accepter à votre liberté, à celle de tous, c'est violer l'ordre public, dont vous devez compte à la France; vous protesterez avec nous.

"Et si le gouvernement, entraîné à sa perte, persistait dans son sinistre projet, *il ne lui resterait plus qu'à remplir* LE PLUS SAINT DES DEVOIRS, en criant AUX ARMES! Les départemens se précipiteraient à votre appel, et nous serions au premier rang.

C'est surtout dans cette dernière phrase que M. l'avocat général signale la provocation à la rebellion:

Ici, Messieurs, la provocation est flagrante et telle qu'on ne peut en méconnaître les caractères; on pourra bien dire qu'il ne s'agit que d'une supposition, et que les menaces dont on se sert ne devraient être réalisées que dans un cas livré aux chances de l'avenir. Voilà l'objection qu'on pourra vous faire dans l'intérêt de la défense, et que nous avons voulu vous présenter nous-mêmes.

Cette hypothèse prévue dans l'adresse de la construction des forts détachés, peut très bien se réaliser sans qu'on ait pour cela le droit de courir aux armes. Le gouvernement, c'est-à-dire le ministère, peut, à ses risques et périls, persister dans la voie qu'il a suivie; les chambres peuvent adopter son système, les forts détachés peuvent être élevés, sans que pour cela la rebellion soit excusable; car personne ne serait sorti des limites constitutionnelles. [Mouvement]

M. l'avocat-général soutient sur ce chef la prévention avec énergie; il voit un très grand danger dans cet appel aux masses, qui ne tendrait rien moins qu'à anéantir l'action orageuse d'une démocratie pure à l'action régulière du gouvernement représentatif.

(A continuer.)

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

ARRIVEES.

Goelette Morning Star, Taylor, Franklin, (Attakapas)

ARRIVES.

Bâteau à vapeur Vermillion, Dough, de Bâton Rouge, avec un chargement de sucre, eaulasses, coton, à différents consignataires. Pour leurs noms, voyez la page anglaise.

Bateau à vapeur Carrollton, Sawyer, de Natchez, avec du coton.

Bateau à vapeur Chesapeake, Griffin, des Natchitoches, avec du coton.

MORTEBOIS FRERES

de la 9ème. Classes pour l'année 1833, de la loterie de l'Eglise française Evangélique.

1—30—28—27—23—16

Classe extra, No. 10, gros lot, $8000, billets $3. Samedi soir, 23 du courant.

20 nov DeMALCOLM, directeur.

AVIS.

BOSWELL BEEBE, voulant se retirer des affaires, offre à vendre sa briqueterie, située de l'autre côté du lac, dans la paroisse St Tammany, avec toutes les bâtisses et établissemens qui sont dessus, et aussi tous les animaux, chevaux, mulets et bœufs, ainsi que tous les ustensiles nécessaires, pour exploiter une telle habitation, le tout propre à fabriquer annuellement de quatre à cinq millions de briques, comme on l'a déjà fait. Il y a à toucher, cette propriété, une superbe terre bien boisée en pins jaunes et mesurant environ trois milles de face à la rivière Tchefonté; sur cette terre il existe un cadroit parfaitement convenable à former une étendue briqueterie.

L'atélier des nègres employés à l'exploitation de cette briqueterie se compose d'environ quatre vingts personnes, qui seront vendues à l'encan à la Nouvelle-Orléans, sous peu de temps, on en donnera avis dans les gazettes.—Tous ces esclaves sont acclimatés, la plus grande partie d'eux sont jeunes et dans la fleur de l'âge; ils sont tous accoutumés aux travaux d'une briqueterie, et sont actifs et laborieux. On peut assurer qu'il n'existe pas dans tout l'état de la Louisiane, un atelier d'une plus grande valeur.

20 nov—6

THE—... Powder, Hagelgewehr, 200 do. Te Gunpowder do. do.; 200 do. de 12 livres Young Hyson, en débarquement et à vendre par TIERNAN CUDDY & CO,

20 nov rue des Magasins, No. 80.

PAPIER D'ENVELOPPE.—600 rames en débarquement et à vendre par TIERNAN CUDDY & CO,

20 novembre rue des Magasins, No. 80.

BOUTEILLES.—400 paniers bouteilles à vendre par TIERNAN CUDDY & CO,

20 novembre rue des Magasins, No. 80.

MADERE... bouteaux, première qualité; importé l'année dernière, à vendre par TIERNAN CUDDY & CO,

20 nov rue des Magasins, No. 80.

EPICES.—400 sacs de premières qualités d'épices, à vendre par TIERNAN CUDDY & CO,

20 nov rue des Magasins, No. 80.

SALPETRE.—100 meilleurs salpêtre; 20 barils sel; 80 do. alum et 75 barriques rin Malaga doux, à vendre par TIERNAN, CUDDY & Co,

20 nov rue des Magasins. No. 80

LE soussigné a l'honneur d'informer le public et ses amis, qu'il a reçu par le navire Salem, de France, un assortiment de bijouterie joailleries, orfèvreries, placages, bijouteries fausses, nouveautés chapeaux, d'hommes, jouets d'enfants de toute espèce, fournitures de bijouteries pour la fabrication, un joli assortiment de cartonnage nouveau. D'occasion comme par le passé à vendre des brillants, et fait toute espèce de recommodage.

J. ANGLAIRE, No. 234,

20 nov—15 rue Royale, entre Ste. Anne et Dumaine.

AVIS—Il a été perdu le 15 du courant, une Bague en diamant monté à jour, le corps de la bague ciselé. La personne qui l'aura trouvé aura une récompense honnête en la portant au bureau de cette feuille. 20 nov

ON demande de deux ou trois cents actions (plus ou moins) de la Banque du Commerce. S'adresser à LAROCHE & GAUTIER,

20 nov courtiers, rue de Chartres, No. 109

PAROISSE D'ORLEANS.

Succession de Bernard Gouzo.

POUR DES PREUVES—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte rendu par Etienne Cassard, curateur, ne serait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains répartis conformément au dit compte et le dit curateur déchargé de ses fonctions et de toute responsabilité. Par ordre de la cour,

20 nov W F C DUPLESSIS, régister.

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Preuves.*—Vente par le Régister des Testamens—SAMEDI, 23 du courant, à Heure de midi,, il sera vendu dans la maison dans laquelle feu Allen Murphy tenait un café, situé à l'encoignure des rues Gravier et du Camp, faubourg Ste. Marie, pour compte de la succession du dit défunt, le fonds du dit café. Conditions de la vente: Comptant.

Et le même jour, il sera aussi exposé en vente au même lieu, pour compte de la susdite succession, le terme de bail de la susdite maison, située à l'encoignure des rues Gravier et du Camp, comme susdit; lequel bail a 4 ans à courir à partir du 1er. de décembre prochain.

Conditions de la vente: 6 mois de crédit, en un billet endossé à satisfaction. Par ordre de la cour.

20 nov W F C DUPLESSIS, rég.

N. B. La vente du bail aura lieu en premier.

Pasch & Bein vs. James Oglevy.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé, par l'honorable Charles Gayarré, juge président de la cour de cité, j'exposerai en vente lundi, 2 décembre, à 4 heures, au bureau du marshal, rue Condé, vis-à-vis la rue Madison, une quantité de groceries telle que: handel en, vins, tabac, sacs de riz, sacs de café, et divers autres articles.—Saisie dans l'affaire ci-dessus.

20 novembre B. BEAUREGARD, marshal.

John Thompson vs. le bateau à vapeur Bough Boy, capitaine Blair, et propriétaires, H Henderson, vs. le même, J Scanson vs. do. J Nunito vs. do. J Gibson vs. do. J Kelley vs. do. J Risley vs. do. J Farnum vs. do. J P Mington vs. do.

EN vertu de 9 writs de fieri facias à moi adressés par l'hon. G. Préval, juge conseiller de la cour de cité, j'exposerai en vente, le lundi, 23 décembre, à midi, au café de Hewlett, le bateau à vapeur Bough Boy, ses agrès, appareaux et ameublements, saisis dans l'affaire ci-dessus.

20 nov B. BEAUREGARD, marshal

D. Abbott vs. Capitaine Hunter, le bateau à vapeur Hylander et propriétaires; R Leary vs. le même, C Sponster vs. do. J M Sawyer vs. do. Mme. Brown vs. do. E Johnston vs. do. H Graner vs. do. S Reed vs. do. W Robinson vs. do. M Willis vs. do. Jh Hunters vs. do. Jh Jamin vs. do. Willington vs. do.

EN vertu de 13 writs de fieri facias à moi adressés par l'hon. G. Préval, juge conseiller de la cour de cité, j'exposerai en v